

Quand l'impunité des dealers trafiquants usent les habitants... ; interpellation introduite par M. Thierry Balsat, Conseiller communal.

De nouveaux déplacements de la criminalité de rue se fait ressentir fortement ces derniers mois dans certains quartiers populaires de notre commune. Une fois n'est pas coutume, il ne s'agit pas spécifiquement du quartier Nord mais des quartiers à proximité de la Place st Josse. Des dealers de stupéfiants ont pris possession d'artères bien connue à proximité de la chaussée de Louvain et viennent chaque jour vendre leur poison au nez et la barbe des badauds et autres commerces de proximité en toute impunité. Il n'est pas rare que les riverains soient pris à partie et se fassent insulter. Récemment, j'ai à nouveau été interpellé par une femme en pleur qui ne savait plus comment elle devait faire pour rentrer chez elle tellement elle craignait le passage obligé devant certains individus stationnés à même sa porte. Le sentiment d'insécurité est devenu pour bon nombre de ces riverains une réelle insécurité....

Que font les autorités pour prévenir et sanctionner ces délinquants ? Pouvez-vous relayer ces informations au prochain collègue de police afin d'envisager des actions policières ponctuelles de contrôles ? Est il prévu d'installer des caméras de surveillance dans ces lieux de criminalité ? Disposez-vous de chiffres et de statistiques comme pour la prostitution sur les constats et les actions entreprises pour éradiquer ce phénomène de criminalité ?

**Quand la promenade improvisée du collège à Tanger rime avec commune abandonnée... ;
interpellation introduite par M. Thierry Balsat, Conseiller communal.**

Fin octobre, en extrême urgence une forte délégation composée de la quasi majorité du collège, de plusieurs conseillers communaux et d'une délégation de membres du personnel et autres attachés au cabinet du BGM effectuait un voyage express à Tanger. La délégation était également accompagnée d'une députée fédérale de Bruxelles ville. ^r Rien ne laissait présager un départ en catastrophe de cette forte délégation, les conseillers communaux n'étant même pas informés de ce voyage. L'organisation de ce périple laisse supposer une nouvelle improvisation dont notre exécutif est devenu un habitué.

Pour se justifier, l'autorité communale prétexte une visite de courtoisie au nouveau Maire de la ville dans le cadre du jumelage avec la cité Tangéroise. Bref, l'urgence était de rigueur....

Pouvez-vous nous dire pourquoi ce voyage a-t-il été organisé dans la précipitation ? Pourquoi les conseillers communaux n'ont-ils été informés de ce périple ? Pourquoi la présence d'une élue de la ville de Bruxelles pour représenter st josse ? Qui a payé les billets d'avions ainsi que tous les autres frais (Hôtel, nourriture etc...) ?

Sans Abris et sans adresse faute d'un règlement communal... ; interpellation introduite par M. Thierry Balsat, Conseiller communal.

5 nouveaux habitants d'un même immeuble de notre commune se trouvent depuis peu à la rue victime d'un propriétaire marchand de sommeil qui non content d'avoir loué des taudis à pu profiter de l'absence d'un cadre légal communal pour les expulser

En toute impunité....

Dans le même temps de nombreux candidats à la domiciliation sur notre commune attendent parfois de longs mois avant d'être inscrit aux registres de la population toujours par manque d'un même règlement communal...

Quand est ce que la majorité va se décider à mettre en place un règlement approuvé par le conseil communal et fixant les modalités pour les enquêtes domiciliaires tel que prévu par l'arrêté royal du 16 juillet 1992 afin d'éviter à nombreux de nos concitoyens les affres de la rue et aux autres les contraignantes et interminables attentes pour être domicilié?

Que signifie l'OPA lancée par la commune sur certains biens immobiliers du quartier Nord?;
interpellation introduite par M. Thierry Balsat, Conseiller communal.

Depuis plusieurs semaines, le service des propriétés communales est chargé de prospecter des biens à acheter dans le quartier Nord.. Il s'avère, curieusement, que tous les immeubles ciblés appartiennent à des propriétaires dont le rez de chaussée est une Carrée...Le courrier adressé à ces derniers suggère une proposition d'évaluation et d'achat du bâtiment sous couvert d'un contrat de quartier pas encore d'application...

Certains propriétaires, curieux de la démarche communale, ont joué le jeu et ont reçu pour la plupart des propositions d'achat indécemment basses...

Que signifie cette approche chirurgicale dans le chef de la commune ? La commune a-t-elle l'intention de revenir sur son projet d'Héros Center dans le quartier ?

Situation du Lycée Guy Cudell pour cette rentrée scolaire 2016/17 ; interpellation introduite par Mme Julie De Pauw, Conseillère communale.

Monsieur l'échevin,

Je souhaiterais faire le point avec vous sur la situation du lycée Guy CUDELL. Je voudrais savoir si la rentrée de septembre s'est bien déroulée.

De nombreuses établissements ont rencontré des difficultés avec la réformes des titres et fonctions mais aussi celle du qualifiant. Par le passé, le statut administratif de certains enseignants du lycée a été source de bien de débats. A cause de ces réformes, certaines écoles bruxelloises n'ont pas pu payer à temps leurs enseignants.

Le dernier bulletin communal (12-10) évoquait par ailleurs une baisse du nombre d'élèves au sein du lycée.

Mes questions sont les suivantes :

Avez-vous rencontré des difficultés au niveau de la réforme des titres et fonctions ? Tous les enseignants ont-ils été payés à temps ?

Le lycée a-t-il connu une baisse de sa population scolaire ? Pouvez-vous nous communiquer des chiffres filière par filière ?

Vous aviez annoncé un dédoublement des heures pour venir en aide aux élèves qui présentent des difficultés dans la maîtrise du français, qu'en est-il ?

Une option maintenance PC/réseaux existe depuis maintenant deux ans, cette filière rencontre-t-elle vos espérances ?

Une direction va être désignée lors de ce conseil communal, qu'en est-il du reste de l'équipe administrative ?

Journée sportive et récréative pour les seniors; interpellation introduite par Mme Dorah Ilunga Kabulu, Conseillère communale.

En matière sportive, le Collège a fourni des efforts considérables en vue de garantir l'accès du sport à tous avec notamment la mise en place des chèques sport en vue d'aider les familles à accéder à la pratique sportive.

Il va sans dire que le sport est essentiel à tout âge pour garder la forme et la santé. Il est aussi vecteur d'épanouissement et de lien social.

Je suis heureuse qu'une attention est portée à la pratique sportive de nos aînés à travers l'organisation d'une journée sportive et récréative pour les seniors.

Mes questions sont les suivantes:

- Pouvez-vous m'indiquer quelles sont les activités organisées à l'attention de nos aînés ?
- Des partenariats existent-ils?

Gratuité des documents administratifs; interpellation introduite par M. Ahmed Medhoune, Conseiller communal.

Nul besoin de rappeler que Saint Josse est la commune de tous les superlatifs: la commune la plus densément peuplée; la commune qui connaît un des taux de chômage le plus élevé; la commune qui compte le plus de nationalités différentes : plus de 140 nationalités cohabitent sur le territoire mais surtout la commune la plus pauvre du Royaume. En effet, le revenu médian par habitant est le plus faible de toute la Belgique.

La particularité de notre commune est que nous avons su faire de tous ces superlatifs des atouts pour faire face aux difficultés qui touchent nos concitoyens.

Oui le Collège aurait pu par facilité augmenter les centimes additionnels sur le précompte immobilier ou les redevances sur les documents administratifs comme le font malheureusement de nombreuses autres communes mais le choix de Saint Josse est tout autre.

Pour soutenir les tennodois, cette majorité s'est littéralement mouillé le maillot!

Diminuer le prix des redevances sur les documents administratifs aurait déjà été un signal encourageant pour aider nos concitoyens mais parvenir à rendre gratuit toute une série de documents administratifs sans grever le budget est une prouesse pour laquelle nous devons nous féliciter.

Mes questions sont les suivantes:

Pouvez-vous me dire quelles sont les motivations du Collège pour rendre une série de documents gratuit à la population ou pour diminuer leur prix ?

Quels documents sont visés par cette nouvelle mesure ?

Quel est le coût de cette mesure et comment comptez-vous compenser la perte de recette due à cette diminution ou gratuité ?

Politique relative à l'octroi des primes communales à la rénovation ; interpellation introduite par Mme Gabriella Mara, Conseillère communale.

Monsieur le Bourgmestre,

Je vous interpellais au Conseil communal du 21 mars dernier sur la politique des primes communales à la rénovation et vous félicitais de cette initiative destinée à améliorer le bâti de nos concitoyens qui ont parfois du mal à rénover leur bien en raison du coût des travaux.

La spécificité de Saint-Josse n'était pas simplement d'octroyer des primes mais aussi et surtout, d'une part, à aider les personnes à compléter le document de « demande de prime » et d'autre part, à avoir institué le système des avances.

En mars dernier, vous m'informiez que 107 primes communales de rénovation aient été délivrées, pour un montant total de 63.044€. Vous m'informiez également que vous dégageriez un budget de 200.000 € pour poursuivre la réalisation de ce projet.

Je souhaiterais que nous puissions faire un bilan de cette mesure en cette fin d'année.

Mes questions sont les suivantes:

1. Pouvez vous me dire quel est le bilan du Guichet Primes sur ses 15 mois d'existence ?
2. Pouvez-vous me dire combien de dossiers ont été traités par le Guichet Primes ?
3. Pouvez-vous me dire quel est le profil de propriétaires qui font appel à ce service communal et quel aide leur est apporté ?
4. Pouvez-vous enfin me dire quel est le montant alloué aux primes sur les 9 premiers mois de l'année 2016 ?
5. Pouvez-vous me dire quel type de travaux sont concernés par cette mesure ?

D'avance je vous en remercie

Des extrémistes ont lancé une fusée éclairante sur l'entrée de l'institut kurde à Saint-Josse ; interpellation introduite par M. A. Mouhssin, Conseiller communal.

Le jeudi 17 novembre, une manifestation, dite pro-kurde, s'est déroulée à Bruxelles.

Le samedi 19 novembre, une manifestation, dite pro-Erdogan et AKP, se tenait également à Bruxelles.

En marge de ces manifestations, un incident très inquiétant s'est produit dans notre commune. Des extrémistes ont lancé une fusée éclairante sur l'entrée de l'institut kurde à Saint-Josse, au risque de provoquer un incendie.

Cet événement nous rappelle l'incendie criminel qui avait ravagé l'ex-centre culturel kurde à Saint-Josse suite au jet de plusieurs cocktails Molotov, en 2007.

Vous avez Monsieur le Bourgmestre condamné cet acte, on en attendait pas moins de vous.

Je souhaiterais vous poser les questions suivantes :

Avez-vous reçu des demandes pour l'organisation de manifestation en lien avec la Turquie depuis la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016 ?

Avez-vous eu des contacts avec le Bourgmestre de Bruxelles-ville concernant la manifestation du 17 novembre ?

Avez-vous pris des initiatives pour créer du lien entre les différentes communautés originaires de la Turquie et vivant sur le territoire de la commune, et si oui lesquelles ?

Motion : Chèque lecture Jeunesse

En 2016, une étude publiée par le Centre national du livre (CNL) mettait en évidence que les jeunes de 7 à 19 ans aiment la lecture.

78% des enfants se consacrent à lecture par plaisir et non par obligation. Les filles sont plus nombreuses que les garçons dans ce cas (87% contre 70%).

68% des jeunes lisent au moins une fois par semaine et 28% lisent tous les jours ou presque.

Ces chiffres sont rassurants, surtout lorsqu'on connaît les bienfaits de la lecture qui stimule le cerveau, diminue le stress, améliore les connaissances, accroît le vocabulaire, développe les capacités d'analyses, améliore l'attention et la concentration, améliore la rédaction et enfin c'est un divertissement extraordinaire !

Pourtant le combat n'est pas gagné, car les constats en matière de lecture de la langue française en Fédération Wallonie-Bruxelles (2015) sont particulièrement préoccupants :

- 25% seulement des élèves de 4ème primaire ont une bonne maîtrise de la lecture, documentaire ou littéraire.
- À 15 ans, les performances en lecture de nos élèves sont à peine égales à la moyenne des pays de l'OCDE.
- 15% des jeunes quittent l'école secondaire sans diplôme et sans l'usage fonctionnel de la lecture.

Afin de soutenir et développer le plaisir et la capacité de lecture chez nos jeunes, de nombreuses écoles proposent à nos enfants de s'abonner à une série de revues, magazine ou journaux à destination des jeunes.

Malheureusement, le prix de l'abonnement est souvent un obstacle et prive ces jeunes de l'opportunité de lire, uniquement pour des raisons financières, ce qui est fort dommageable.

Considérant que la lecture est un outil essentiel d'émancipation.

Considérant le Plan Lecture de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le conseil communal de Saint-Josse-Ten-Noode décide :

- Qu'un chèque lecture jeunesse sera mis en place pour les jeunes de la commune afin qu'ils puissent s'abonner à des revues, des magazines ou des journaux destinés aux jeunes publics.
- Demande au collège des échevins et bourgmestre de Saint-Josse de mettre en œuvre cette décision.

Motion : Création d'un salon des droits sociaux à Saint-Josse.

Depuis la mise en place de politiques fédérales d'austérité par les gouvernements fédéraux successifs, de nombreux citoyens et citoyennes sont frappé de plein fouet par des difficultés à subvenir à leurs besoins fondamentaux.

Pourtant le non-recours aux droits sociaux est une réalité pour beaucoup de nos concitoyens.

Il s'agit du cas de personnes ou de ménages qui, pour différentes raisons, n'accèdent pas aux droits et aux services auxquels ils peuvent prétendre dans les domaines de la santé, l'énergie, le logement, l'aide sociale, la culture, le sport ...

Il existe plusieurs formes de non-recours, qui s'expliquent par un manque d'informations, par la complexité des démarches à accomplir, par méconnaissance de l'offre sociale ou encore par une inhibition des ayants droit. Il existe également des gens qui n'entament plus de démarches : ce sont celles et ceux que les institutions peuvent perdre de vue.

Un facteur «âge» rentre aussi en compte : certaines personnes, notamment les plus jeunes, ont perdu l'idée d'avoir des droits, car les systèmes se complexifient et la transmission de la conscience de ces droits s'exerce moins au sein des familles. Enfin, on a également observé un renoncement à certaines prestations motivé par la crainte d'être accusé de profiter du système.

Le Service de lutte contre la pauvreté a interpellé les responsables politiques sur la question du non-recours qu'il appelle « sous-protection » dans son Memorandum Protection sociale publiée en février 2014. **Il proposait que des démarches pro-actives d'information à destination des citoyens soient organisées par les pouvoirs publics.** Cela suppose d'engager des actions en leur direction au moyen de dispositifs de repérage.

Considérant la demande du Service de lutte contre la pauvreté.

Considérant la complexification de la législation relative aux droits à la protection sociale pour les travailleurs des services sociaux.

Considérant que le recours aux droits sociaux nécessite parfois de nombreuses et complexes formalités administratives.

Considérant l'incompréhensibilité de certaines informations fournies aux citoyens.

Considérant que l'organisation et le fonctionnement des services sociaux peut constituer un obstacle entraînant un non-recours aux droits sociaux.

Le conseil communal de Saint-Josse décide :

- qu'un « Salon Des Droits Sociaux » sera organisé en 2017 sur le territoire de la commune ;
- que le « Salon Des Droits Sociaux » mettra en contact les acteurs sociaux communaux, les ASBL , les mutuelles, les maisons médicales et tous les acteurs pouvant participer à lutter contre le non-recours aux droits sociaux ;
- que le Collège des Echevins et Bourgmestre créé un comité d'accompagnement pour la mise en place du « Salon Des Droits Sociaux »
- que le Collège des Echevins et Bourgmestre de mettre en place le « Salon Des Droits Sociaux »

**Réduction du précompte immobilier pour l'habitation communal occupé par un locataire ;
interpellation introduite par M. Ahmed Mouhssin, Conseiller communal.**

Le parc locatif de la commune de Saint-Josse est composé de 338 unités de logements. Le citoyen a le droit à une réduction de précompte immobilier pour l'habitation qu'il occupe en tant que propriétaire ou locataire si le ménage comprend :

1. être handicapé et chef de famille donne droit à une réduction de 10% du précompte.
2. être reconnu invalide de guerre donne droit à une réduction de 20% du précompte.
3. être chef de famille et avoir soit :
au moins deux enfants dont l'un au moins est encore à charge (réduction du précompte de 10% par enfant à charge);
une personne handicapée à charge (20% de réduction par personne handicapée à charge) ;
un conjoint handicapé (20%).

Mais cette réduction n'est pas automatique. Elle doit être demandée à l'administration des contributions directes, en utilisant le formulaire 179.1 à Bruxelles de « DEMANDE DE REDUCTION DE PRECOMPTE IMMOBILIER EN REGION BRUXELLOISE »

Pour les locataires, elle doit être demandée par le propriétaire, mais ce sera le locataire qui en bénéficiera. Si le propriétaire oublie de demander la réduction, le locataire pourra lui-même introduire la demande auprès de l'administration. L'administration avertira le locataire de cette diminution, qui pourra dès lors la réclamer à son propriétaire.

La réduction est établie au profit du propriétaire de l'habitation. Le montant sera déduit du loyer sans que le propriétaire ne puisse le refuser.

Pourriez-vous me faire savoir combien de locataires communaux ont une réduction de précompte immobilier pour l'habitation qu'ils occupent ?

Pourriez-vous ventiler en fonction des trois critères: être handicapé et chef de famille, être reconnu invalide de guerre, être chef de famille ?

Qui a fait la demande, la commune ou le locataire ? (pourriez-vous -nous donner la répartition ?)

Disposez vous des chiffres concernant les locataires et propriétaires résidants dans la commune qui bénéficient d'une réduction de précompte immobilier (dans le secteur privé) car ils répondent à une des conditions suivantes -être handicapé et chef de famille -être reconnu invalide de guerre -être chef de famille ? Pourriez-vous ventiler en fonction des trois critères ?

Prioriteiten en kansen voor het nieuw contract voor stadsvernieuwing in Sint-Joost - Enjeux et priorités du nouveau contrat de Rénovation Urbaine (CRU) pour Saint-Josse ; interpellatie ingediend door Dhr F. Roekens, Gemeenteraadslid.

Op 17.11.2016 vond in de Sint-Lukashogeschool de eerste algemene vergadering plaats van het nieuwe contract voor stadsvernieuwing dat is toegekend aan Sint-Joost en Schaarbeek voor een perimeter tussen Kruidtuin, spoorweg, Liedtsplein en Grensstraat. Ook is de Pachecolaan in Brussel-stad en een stuk van de kleine ring opgenomen in de perimeter.

Vertegenwoordigers van het gewest maakte een balans op van de wijk en van de verschillende problemen en kansen voor verbetering. Ook werden er 6 prioritaire interventiezones gepresenteerd. Het gaat om de Brabantstraat, het Liedtsplein, de kleine ring, Sint-lazarusplein, de Koningsstraat/Haachtsesteenweg en de Groenstraat.

Ook werd het woord gelaten aan zowel burgemeester Kir als Clerfayt om hun visie en prioriteiten voor te leggen. Burgemeester Kir legde de nadruk op kwaliteitsvolle openbare ruimtes, op collectieve voorzieningen en op het renoveren van vervallen woningen. Ook sociale begeleiding naar werk werd vermeld.

Ondertussen moeten we in de pers vernemen dat verschillende eigenaars in de Noordwijk een brief van de gemeente hebben gekregen met de boodschap dat in het kader van het nieuwe contract voor stadsvernieuwing ze contact met de gemeente moeten opnemen indien ze hun pand willen verkopen.

Vragen :

-Kan u voor deze gemeenteraad net als tijdens de algemene vergadering uw prioriteiten en projecten voor het nieuwe contract voor stadsvernieuwing presenteren ?

-Zal de gemeenteraad worden betrokken bij het vastleggen van de prioriteiten en concrete projecten ?

-Hoe kadert de brief die naar bepaalde eigenaars in de noordwijk is gestuurd in het nieuwe contract ? Wie is er precies aangeschreven en is dit niet wat voorbarig aangezien het concrete basisdossier pas begin volgend jaar aan de Brusselse regering zal worden voorgelegd ?

-Heeft u reeds een idee over hoeveel geld van het wijkcontract u zal kunnen beschikken voor het aankopen en renoveren van woningen in de Noordwijk ? Heeft u bepaalde straten en huizenblokken als prioritair aangestipt en zo ja welke ? Wat wil u met deze aangekochte panden precies doen ?

-Zal het wijkcontract zich ook buigen over de plaats van de prostitutie in de wijk ?

-Hoe zal de coordinatie met buurgemeente Schaarbeek verlopen ? De visie van de twee burgemeesters verschilt op basis van wat ik heb kunnen horen op de algemene vergadering immers danig wat betreft prioriteiten en actiepunten voor het wijkcontact.

-Met de Pachecolaan is ook een stukje Brussel-stad in de perimeter opgenomen? Waarom is deze straat opgenomen in het wijkcontract?

De toekomst van onze twee bibliotheken / le futur de nos deux bibliothèques ; interpellatie ingediend door Dhr F. Roekens, Gemeenteraadslid.

Onze gemeente heeft het geluk om in hetzelfde gebouw twee bibliotheken (een franstalige en een nederlandstalige) te huisvesten.

Naast een functie van ontspanning en vorming heeft de bibliotheek ook een sociale functie en kan het ook een plaats zijn waar bijvoorbeeld studerende jongeren rustig kunnen werken als dat thuis niet kan.

Met de digitalisering hangt er echter een groot zwaard van Damocles boven onze bibliotheken. De opkomst van nieuwe en sociale media en de dragers met een groot of klein scherm waarop inhoud interactief, altijd en overal te lezen, raadplegen, beluisteren en te bespelen is, vormen een niet te stuiten indringer voor de gemeenschapsvormende oorden waar vooral boeken, tijdschriften, kranten, dvd's en cd's geleend kunnen worden. Daaraan zullen zij zich moeten aanpassen. Hoewel boeken niet gaan verdwijnen zal de toekomst van de bib zich minder fysiek in de rekken bevinden en meer virtueel terug te vinden zijn op schermen.

Er moet daarom duurzaam gewerkt worden aan het verbeteren van de aantrekkelijkheid en de bereikbaarheid van onze twee bibliotheken. Er moet echter worden vastgesteld dat de gemeenschappelijke inkomhal niet aantrekkelijk is en dat er onvoldoende wisselwerking is tussen de twee bibliotheken in het gebouw. Ook zijn er problemen met de WC's en met de niet conforme lift die de Nederlandstalige bibliotheek onbereikbaar maakt voor mindervalide gebruikers.

Tenslotte klagen bepaalde gebruikers over het onveilige zebrapad voor de deur en de overdreven snelheid van vele automobilisten in de onmiddellijke omgeving.

Vandaar volgende vragen aan het college:

-Hoe evolueerde het aantal leden en uitleningen van de twee bibliotheken tussen 2012 en 2016 ?

-Zijn er plannen voor aanpassingswerken aan het gebouw (wc's , inkomhal, lift enzovoort). Zo ja, welke werken worden gepland en hoeveel bedraagt het budget.

Zijn er maatregelen voorzien in het kader van de heraanleg van de zone tussen Madou en Quetelentplein om de snelheid van automobilisten te doen dalen en de oversteekplaats veiliger te maken ?

- Hoe kan (ondanks de verschillende financiering en regelgeving) de wisselwerking en samenwerking tussen de twee bibliotheken worden verbeterd?

-Zullen minstens dezelfde werkingsbudgetten als vandaag geïnvesteerd worden in de bibliotheek?

-Zal het College tijdens de huidige bestuurtermijn blijven investeren in verdere digitaliseringsmogelijkheden om haar burgers op een interactieve manier van leescultuur te kunnen laten genieten?

-Hoe wordt er actieve promotie gemaakt voor de bibliotheken bij ouders en leerlingen van onze gemeentescholen maar ook bij andere doelgroepen zoals (anderstalige) nieuwkomers in onze gemeente, bij senioren ea ?

SJAZ opnieuw zonder verwarming - SJAZ à nouveau sans chauffage ; interpellatie ingediend door Dhr F. Roekens, Gemeenteraadslid.

De gemeentelijke school Sint-Joost-aan-zee valt met de intrede van de winter net als vorig jaar zonder verwarming. Er werden vorig jaar beloftes gemaakt voor een structurele oplossing voor het begin van het schooljaar maar die kwam er klaarblijkelijk niet. Sinds de week van 14 november is er geen verwarming meer in een deel van de schoolgebouwen en moet het personeel zich behelpen met elektrische verwarmingsapparaten. Uit veiligheidsoverwegingen (er was een gasgeur opgemerkt) is de verwarmingsinstallatie grotendeels uitgezet.

Ondertussen zou er in de wijkafdeling in de Braemtstraat waar de verwarming ook stuk is een oplossing zijn gevonden en zijn de werken gepland.

-Is het probleem aan de verwarmingsketel in de Grensstraat intussen geïdentificeerd ? Is de verwarmingsinstallatie nog veilig ?

-Wanneer en hoe zullen de problemen in de Braemtstraat precies worden aangepakt ?

-Wanneer en hoe zullen de aanslepende problemen met de verwarming duurzaam worden aangepakt ?

-Hoe kan er in de toekomst vermeden worden dat een school, creche of gemeentedienst dagenlang zonder verwarming valt ? Dit is immers niet het eerste incident (Creche Warmoesstraat, gemeentelijke administratie, ...)

Les investissements de la commune de Saint-Josse-ten-Noode dans les combustibles fossiles; interpellation introduite par Mme V. Vandenabeele, Conseillère communale.

Si l'on souhaite éviter que le climat ne s'emballer complètement, on doit faire en sorte que la température moyenne n'augmente pas de plus de 2°C. Telle est la principale recommandation des rapports climatiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) des Nations unies. En 2012, l'initiative Carbon Tracker (1) a publié un rapport dans lequel elle a calculé la quantité de CO₂ pouvant encore être émise au niveau mondial. Selon ce rapport, nous ne pouvons pas émettre plus de 886 gigatonnes de CO₂ entre 2000 et 2050.

Or, le potentiel d'émission de CO₂ de toutes les réserves de combustibles fossiles actuellement connues (charbon, pétrole et gaz, qui sont entre les mains de sociétés privées et d'États) s'élève, selon ce rapport, à pas moins de 2.795 gigatonnes, soit trois fois plus. Pour être certains à 80 % de respecter la limite des 2°C, il faut que 70 % de ces réserves fossiles restent inexploitées.

Depuis, lors de la COP 21 à Paris fin 2015, tous les pays ont déclaré leurs engagements de réductions de gaz à effet de serre et une limitation à 1,5 degrés de réchauffement. Pour atteindre cet objectif encore plus ambitieux, il va de soi que pourcentage des réserves fossiles non-exploités est encore plus important.

Cette analyse a été confirmée dans ses grandes lignes par les scientifiques Christophe McGlade et Paul Ekins dans un article publié dans la revue « Nature » : sur la base du dernier rapport du GIEC, ils considèrent que le budget d'émission de CO₂ restant au niveau mondial s'élève à 1.100 gigatonnes de CO₂ et que la quantité de CO₂ contenue dans les réserves restantes de combustibles fossiles est au moins trois fois plus élevée.

Encouragé par ce constat édifiant, un nouveau mouvement militant appelant à désinvestir un maximum de capitaux du secteur des combustibles fossiles s'est développé dans les facultés de nombreuses universités américaines.

Le mouvement pour le climat « 350.org » a pris l'initiative dans la foulée. Entre-temps, ce mouvement pour le climat a engendré un mouvement de désinvestissement mondial, principalement actif en Amérique du Nord, en Europe et en Australie. L'action prend aussi de plus en plus d'ampleur : des fonds, des associations sociales et des églises retirent leur argent du secteur des combustibles fossiles. L'année passée, la fondation philanthropique de la famille Rockefeller a également annoncé qu'elle supprimait ses investissements dans les combustibles fossiles.

Ce mouvement mondial de désinvestissement a de plus en plus le vent en poupe. En tout, plus de 3,4 billions de dollars d'investissements ont déjà été retirés du secteur des combustibles fossiles.

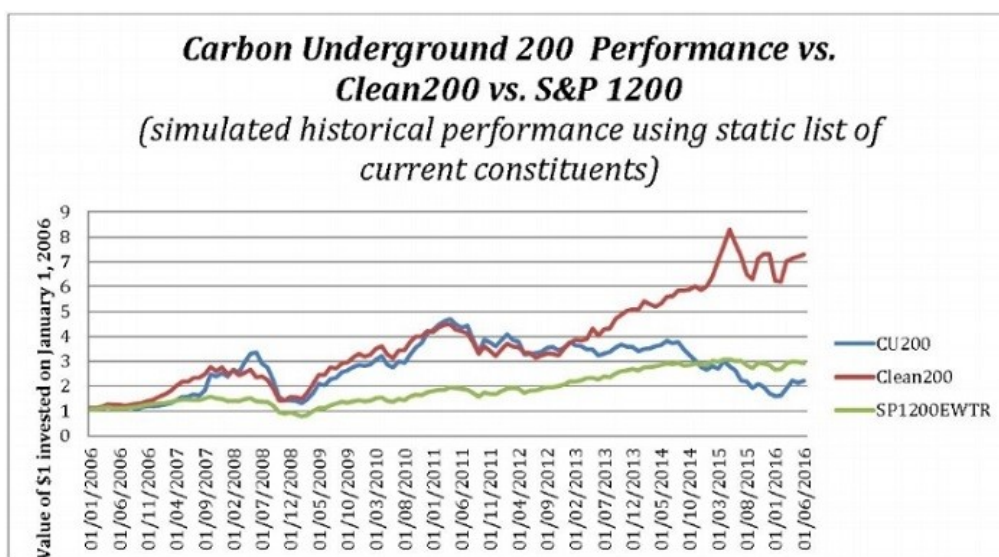
Aux Pays-Bas, l'organisation Fossilvrij Nederland a, de conserve avec le mouvement environnemental, exhorté le principal fonds de pension néerlandais (ABP) à retirer son argent d'entreprises telles que Shell, ExxonMobil et Chevron. L'organisation a publié un guide d'actions dans lequel elle appelle à « désinvestir du pétrole, du charbon et du gaz », et à « renoncer aux énergies fossiles ». Par ailleurs, Fossilvrij Nederland mène une action afin que les communes renoncent aux énergies fossiles. Pour pouvoir porter le titre de « fossilvrije gemeente », les communes doivent promettre de ne pas investir elles-mêmes dans l'industrie fossile, de ne pas collaborer avec des banques qui soutiennent les énergies fossiles, et de demander aux fonds de pension d'en faire autant.

Nous pensons que notre commune peut et doit aussi devenir une « commune libérée de l'énergie fossile » ou « zéro fossile ».

Les autorités communales placent directement et indirectement leur argent par l'intermédiaire de fonds et d'institutions qui effectuent des placements à court ou à long terme auprès d'institutions financières. Nous pensons par exemple au fonds de pension ou aux placements de trésorerie.

Notre commune en particulier, pourrait rejoindre ce mouvement mondial de désinvestissement et se profiler ainsi en précurseur du développement durable et de l'investissement responsable. Nous sommes convaincus que chaque commune peut peser auprès de ses partenaires financiers, bancaires, assureurs, investisseurs institutionnels afin qu'ils réorientent leurs stratégies d'investissement dans un sens favorable au climat et au passage à une économie décarbonée, en cohérence avec la politique inscrite dans son plan climat ou dans son agenda 21.

Par ailleurs, l'acte d'achat d'actions cotées en bourse pose question en lui-même, puisqu'il vise à la maximisation du rendement du placement. Cette maximisation peut être portée par des licenciements massifs tels ceux subis récemment dans notre pays et déplorés par la classe politique dans son ensemble. En particulier en cette période, il convient donc de rappeler que cet acte d'achat n'est pas socialement neutre, même si ce n'est pas l'objet direct de la présente interpellation. En effet, vu les rendements boursiers des entreprises fossiles, se libérer de ce type d'investissements est financièrement bénéfique, comme le démontre le graphique ci-dessous



La COP 22 de Marrakech se déroule ce mois de novembre. La communauté internationale s'y réunira pour mettre en œuvre, concrètement, les engagements de Paris. Nous pensons que notre commune peut également, modestement, y contribuer.

Considérant ces différents éléments, je voudrais vous poser les questions suivantes :

- 1 Quels sont les outils financiers communaux potentiellement concernés par des politiques d'investissement ?
2. Comment ces outils comme les fonds de pension et l'assurance groupe du personnel, le fond de réserve et les placements de trésorerie sont-ils gérés ? Avez-vous une vue précise des politiques de placements dont ils font l'objet, même si ces outils/produits sont gérés par des tiers ?
3. Lesquels de ces outils/produits investis dans les entreprises fossiles c-à-d dans des entreprises du secteur des combustibles fossiles, à savoir les 200 entreprises listées en annexe ?
4. Quelles démarches sont entreprises par la commune pour, le cas échéant, éviter que ses outils financiers permettent d'investir dans le secteur des combustibles fossiles

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

Annexe : Entreprises fossiles

Rank	Coal Companies	Rank	Oil and Gas Companies
1	Coal India	1	Gazprom
2	China Shenhua	2	Rosneft
3	Adani	3	PetroChina
4	Shanxi Coking	4	ExxonMobil
5	Anglo American	5	Lukoil
6	BHP Billiton	6	BP
7	Yitai Coal	7	Petrobras
8	Datang Intl	8	Royal Dutch Shell
9	China Coal	9	Chevron
10	Peabody Energy	10	Novatek
11	Glencore Xstrata	11	Total
12	Datong Coal	12	ConocoPhillips
13	Yanzhou Coal	13	Tatneft
14	DEH	14	ONGC
15	Exxaro	15	ENI
16	Yangquan Coal	16	Statoil
17	Mechel	17	Sinopec
18	Arch Coal	18	CNOOC

19	Alpha Natural Resources	19	Occidental
20	EVRAZ	20	BG Group
21	Mitsubishi	21	Canadian Natural Resources
22	Vale	22	Anadarko Petroleum
23	Raspadskaya	23	Apache
24	Rio Tinto	24	Chesapeake Energy
25	Asia Resource	25	Inpex
26	Rusal	26	Bashneft
27	Neyveli Lignite	27	Devon Energy
28	Pingdingshan	28	BHP Billiton
29	Cloud Peak	29	Repsol
30	Sasol	30	Ecopetrol
31	Tata Steel	31	EOG Resources
32	AGL	32	Suncor Energy
33	Teck	33	Marathon Oil
34	Severstal	34	Hess
35	Coalspur	35	Imperial Oil
36	Kuzbass Fuel	36	Encana
37	Polyus Gold	37	Noble Energy
38	Energy Ventures	38	BASF
39	Whitehaven Coal	39	EQT
40	Banpu	40	Range Resources
41	Bayan	41	Continental Resources
42	RWE	42	OMV
43	Consol Energy	43	Antero Resources
44	WHSP	44	KazMunaiGas EP
45	Westmoreland	45	YPF
46	Resource Generation	46	Southwestern Energy
47	Churchill Mining	47	Cenovus Energy
48	NTPC	48	Linn Energy
49	Adaro	49	Woodside Petroleum
50	Nacco	50	Husky Energy
51	Idemitsu Kosan	51	PTT
52	ARLP	52	Consol Energy
53	Huolinhe Opencut	53	Pioneer Natural Resources
54	Golden Energy	54	Cabot Oil & Gas
55	Mitsui & Co	55	WPX Energy
56	CoAL	56	SK Innovation
57	NLMK	57	Whiting Petroleum
58	Tata Power	58	Murphy Oil
59	MMK OJSC	59	QEP Resources
60	Wesfarmers	60	Newfield Exploration
61	Kazakhmys	61	Dragon Oil
62	New World Resources	62	Sasol

63	MMC	63	Ultra Petroleum
64	Itochu	64	Santos
65	Cockatoo	65	Concho Resources
66	Shanxi Meijin Energy	66	Denbury Resources
67	Jizhong Energy	67	Freeport-McMoRan
68	Bandanna	68	Maersk Group
69	Polo Resources	69	MEG Energy
70	Allete	70	SandRidge Energy
71	CLP Holdings	71	Crescent Point Energy
72	Aspire	72	GDF SUEZ
73	Marubeni	73	Pacific Rubiales Energy
74	China Resources	74	SM Energy
75	Walter Energy	75	JX Holdings
76	Coal Energy	76	Cimarex Energy
77	Indika	77	Mitsui & Co
78	Arcelor Mittal	78	Penn West Petroleum
79	FirstEnergy	79	Polish Oil & Gas
80	Black Hills	80	MOL
81	Wescoal	81	Energen
82	Grupo Mexico	82	TAQA
83	ARM	83	Oil Search
84	Shanxi Coal	84	Oil India
85	Capital Power	85	ARC Resources
86	PTT	86	Genel Energy
87	Shanxi Lanhua Sci-Tech	87	Canadian Oil Sands
88	Fortune	88	Energy XXI
89	Cardero	89	PDC Energy
90	Zhengzhou Coal	90	Oasis Petroleum
91	SAIL	91	Tourmaline Oil
92	JSPL	92	Rosetta Resources
93	Shougang Fushan	93	RWE
94	Jingyuan	94	National Fuel Gas
95	Stanmore	95	Peyto E&D
96	Prophecy Coal	96	Xcite Energy
97	Cliffs Natural Resources	97	Tullow Oil
98	James River	98	Energi Mega Persada
99	CESC	99	Breitburn Energy Partners
100	Alcoa	100	Enerplus

De investeringen van de gemeente Sint-Joost-ten-Node in de sector van de fossiele brandstoffen; interpellatie ingediend door Mev. Veerle Vandenabeele, Gemeenteraadslid.

Als we willen vermijden dat ons klimaat totaal ontspoord, moeten we vasthouden aan een maximum opwarming van 2°C. Dat is de belangrijkste aanbeveling van de klimaatrapporten van het Intergovernmental Panel on Climate Change van de Verenigde Naties (IPCC). In 2012 bracht het Carbon Tracker Initiative¹ een rapport uit waarin berekend werd hoeveel CO₂ men dan nog wereldwijd mag uitgestoten. Volgens dit rapport mogen we tussen 2000 en 2050 niet meer dan 886 Gigaton CO₂ uitstoten.

Maar het CO₂-emissie-potentieel van alle op dit ogenblik gekende reserves aan fossiele brandstoffen (steenkol, olie en gas, in handen van privé maatschappijen en staten) bedraagt volgens hun rapport maar liefst 2.795 Gigaton CO₂. Dat is zo goed als het vijfvoudige. Om voor 80% zeker te zijn dat de 2°C grens gerespecteerd wordt, mag 80% van deze fossiele reserves niet meer gebruikt worden als brandstof.

Deze analyse werd in grote lijnen bevestigd door wetenschappers Christophe McGlade en Paul Ekins in een artikel in "Nature": zij gaan op basis van het laatste IPCC-rapport uit van een resterend wereldwijd CO₂-emissiebudget van 1.100 gigaton CO₂ en van een hoeveelheid CO₂ vervat in de resterende voorraden aan fossiele brandstoffen die minstens drie keer zo groot is.²

Daarom roepen tal van organisaties op om niet langer te investeren in die bedrijven die erop gericht zijn deze fossiele grondstoffen tot de laatste druppel uit de grond te halen. Deze internationale desinvesteringcampagne wordt steeds populairder. De oproep om te desinvesteren uit fossiele brandstoffen werd als gevolg door meer dan 400 organisaties en overheden. In de aanloop naar de klimaatop van Marrakesh kunnen we nog meer engagementen verwachten.

Ook onze gemeente zou hier actie kunnen ondernemen en een fossielvrije gemeente kunnen worden. De gemeente belegt immers direct en indirect haar geld op korte of lange termijn door bemiddeling van instituties en fondsen. We denken hierbij bijvoorbeeld aan pensioenfondsen of reserves.

1 Carbon Tracker is een financiële denktank zonder winstoogmerk met als doel de kapitaalmarkten in overeenstemming te brengen met de klimaatrealiteit. <http://www.carbontracker.org/>

2 C. McGlade and P. Ekins, *The geographical distribution of fossil fuels unused when limiting global warming to 2°C*, Nature.

Gezien de beperkte relatieve rendabiliteit van de energiesector in vergelijking tot de rest van de beurs, vermoeden wij zelfs dat het niet langer investeren in fossiele brandstoffen geld zou kunnen opleveren. Vandaar volgende vragen:

- Welke gemeentelijke financiële middelen zouden potentieel – direct of indirect - geld in fossiele brandstoffen kunnen investeren (via aandelen of obligaties) ?
- Hoe worden de gemeentelijke financiële middelen, zoals de groepsverzekering, het pensioenfonds voor het personeel en de financiële reserves beheerd ? Hebt u een precies zicht op de beleggingen die hiermee gedaan worden, zelfs als deze beleggingen door derden zouden beheerd worden ?
- hoeveel van deze middelen zijn er geïnvesteerd in fossiele brandstoffen ? Met fossiele brandstoffen bedoelen wij de lijst van 200 bedrijven in bijlage
- Welke maatregelen heeft de gemeente reeds genomen om het investeren in fossiele brandstoffen te vermijden ?

Veerle Vandenabeele,
Gemeenteraadslid Ecolo-Groen

Annex I: Fossiele brandstofbedrijven

Rank	Coal Companies	Rank	Oil and Gas Companies
1	Coal India	1	Gazprom
2	China Shenhua	2	Rosneft
3	Adani	3	PetroChina
4	Shanxi Coking	4	ExxonMobil
5	Anglo American	5	Lukoil
6	BHP Billiton	6	BP
7	Yitai Coal	7	Petrobras
8	Datang Intl	8	Royal Dutch Shell
9	China Coal	9	Chevron
10	Peabody Energy	10	Novatek
11	Glencore Xstrata	11	Total
12	Datong Coal	12	ConocoPhillips
13	Yanzhou Coal	13	Tatneft
14	DEH	14	ONGC
15	Exxaro	15	ENI
16	Yangquan Coal	16	Statoil
17	Mechel	17	Sinopec
18	Arch Coal	18	CNOOC
19	Alpha Natural Resources	19	Occidental
20	EVRAZ	20	BG Group
21	Mitsubishi	21	Canadian Natural Resources
22	Vale	22	Anadarko Petroleum
23	Raspadskaya	23	Apache
24	Rio Tinto	24	Chesapeake Energy
25	Asia Resource	25	Inpex
26	Rusal	26	Bashneft
27	Neyveli Lignite	27	Devon Energy
28	Pingdingshan	28	BHP Billiton
29	Cloud Peak	29	Repsol
30	Sasol	30	Ecopetrol
31	Tata Steel	31	EOG Resources
32	AGL	32	Suncor Energy
33	Teck	33	Marathon Oil
34	Severstal	34	Hess
35	Coalspur	35	Imperial Oil
36	Kuzbass Fuel	36	Encana
37	Polyus Gold	37	Noble Energy
38	Energy Ventures	38	BASF
39	Whitehaven Coal	39	EQT

40	Banpu	40	Range Resources
41	Bayan	41	Continental Resources
42	RWE	42	OMV
43	Consol Energy	43	Antero Resources
44	WHSP	44	KazMunaiGas EP
45	Westmoreland	45	YPF
46	Resource Generation	46	Southwestern Energy
47	Churchill Mining	47	Cenovus Energy
48	NTPC	48	Linn Energy
49	Adaro	49	Woodside Petroleum
50	Nacco	50	Husky Energy
51	Idemitsu Kosan	51	PTT
52	ARLP	52	Consol Energy
53	Huolinhe Opencut	53	Pioneer Natural Resources
54	Golden Energy	54	Cabot Oil & Gas
55	Mitsui & Co	55	WPX Energy
56	CoAL	56	SK Innovation
57	NLMK	57	Whiting Petroleum
58	Tata Power	58	Murphy Oil
59	MMK OJSC	59	QEP Resources
60	Wesfarmers	60	Newfield Exploration
61	Kazakhmys	61	Dragon Oil
62	New World Resources	62	Sasol
63	MMC	63	Ultra Petroleum
64	Itochu	64	Santos
65	Cockatoo	65	Concho Resources
66	Shanxi Meijin Energy	66	Denbury Resources
67	Jizhong Energy	67	Freeport-McMoRan
68	Bandanna	68	Maersk Group
69	Polo Resources	69	MEG Energy
70	Allete	70	SandRidge Energy
71	CLP Holdings	71	Crescent Point Energy
72	Aspire	72	GDF SUEZ
73	Marubeni	73	Pacific Rubiales Energy
74	China Resources	74	SM Energy
75	Walter Energy	75	JX Holdings
76	Coal Energy	76	Cimarex Energy
77	Indika	77	Mitsui & Co
78	Arcelor Mittal	78	Penn West Petroleum
79	FirstEnergy	79	Polish Oil & Gas
80	Black Hills	80	MOL
81	Wescoal	81	Energen
82	Grupo Mexico	82	TAQA
83	ARM	83	Oil Search

84 Shanxi Coal	84 Oil India
85 Capital Power	85 ARC Resources
86 PTT	86 Genel Energy
87 Shanxi Lanhua Sci-Tech	87 Canadian Oil Sands
88 Fortune	88 Energy XXI
89 Cardero	89 PDC Energy
90 Zhengzhou Coal	90 Oasis Petroleum
91 SAIL	91 Tourmaline Oil
92 JSPL	92 Rosetta Resources
93 Shougang Fushan	93 RWE
94 Jingyuan	94 National Fuel Gas
95 Stanmore	95 Peyto E&D
96 Prophecy Coal	96 Xcite Energy
97 Cliffs Natural Resources	97 Tullow Oil
98 James River	98 Energi Mega Persada
99 CESC	99 Breitburn Energy Partners
100 Alcoa	100 Enerplus